

## ● Droit du domaine public : aspects juridiques et pratiques

Équilibrer les intérêts des personnes publiques et des occupants du domaine public

Code  
**12770**

Durée  
**1 jour / 7 heures**

Tarif Inter\*  
**1 113 € HT**

\*Repas inclus (en présentiel)

### PROCHAINES SESSIONS

- **PARIS :**  
20 juin. 2024
- **A DISTANCE :**  
20 juin. 2024
- **PARIS :**  
29 nov. 2024
- **A DISTANCE :**  
29 nov. 2024

[Voir toutes les sessions](#)

### PUBLIC

Avocats – Notaires – Juristes –  
Agents des collectivités territoriales  
et des établissements publics  
fonciers – Tout professionnel de  
l'immobilier en charge de la  
domanialité publique

### PRÉ-REQUIS

Avoir des connaissances générales  
en droit public et/ou immobilier ou  
avoir préalablement suivi la  
formation :

[Droit immobilier : maîtriser les fondamentaux](#) ( 43741 )

### NIVEAU D'EXPERTISE

Perfectionnement

### MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

### SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences

## Objectifs pédagogiques

- Examiner les règles encadrant la pérennité du domaine public
- Rechercher l'équilibre entre la protection et la valorisation du domaine public
- Analyser le régime des conventions d'occupation constitutives de droit réel

## Programme de la formation

### Examiner les règles encadrant la pérennité du domaine public

#### Déterminer la consistance du domaine public

- Critères traditionnels d'identification des différents domaines publics
- Facteurs d'extension de la domanialité publique (théories jurisprudentielles et procédés d'incorporation forcée)
- Incidences du Code général de la propriété des personnes publiques
- Étude de cas : actualité jurisprudentielle sur la consistance du domaine public

#### Encadrer les transactions immobilières portant sur des biens immobiliers publics

- Modalités de sortie du domaine public (désaffectation, déclassement)
- Modalités et pratique des cessions du domaine privé des collectivités territoriales
- Modalités et pratique des cessions des terrains de l'État et de ses établissements publics
- Étude de cas : appels à projet pour la cession de terrains appartenant à une personne publique

### Rechercher l'équilibre entre la protection et la valorisation du domaine public

#### Rappeler les fondements

- Grands principes du domaine public
- Conséquences pratiques
- Quiz : règles constitutives

#### Identifier les règles de droit privé compatibles avec la domanialité publique

- Volumétrie
- Constitution de servitudes
- Exploitation de fonds de commerce sur le domaine public

sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.

- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
  - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service
  - ▶ A froid, 60 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

- Débat : concilier les règles de droit privé et de domanialité

## Décrire les outils de protection préventive et répressive du domaine public

- Servitudes
- Police administrative
- Contraventions de grande voirie
- Sort des occupants sans titre
- Mise en situation : mise en oeuvre des outils de protection
- Débat : montages alternatifs à la maîtrise d'ouvrage publique/domanialité publique

## Analyser le régime des conventions d'occupation constitutives de droit réel

### Examiner le cadre juridique

- Occupation du domaine privé
- Règles communes régissant l'occupation privative du domaine public
- Étude de cas : régime des autorisations constitutives de droits réels

### Organiser la mise en oeuvre des contrats

- Choix du contrat d'occupation privative (avant et depuis l'entrée en vigueur de la réforme du droit de la commande publique)
- Établissement du mode de passation des contrats d'occupation privative
- Description de la sous-occupation du domaine public
- Mise en situation : bonnes pratiques de négociation

### Analyser le contentieux des contrats d'occupation du domaine public

- Compétence juridictionnelle
- Situations à risque
- Étude de cas : analyse de la jurisprudence récente des situations à risque

## Parmi nos formateurs



### Jean-François Benoit

Avocat au barreau de Paris

Diplômé de l'Institut de droit public des affaires et titulaire d'un M2 en droit immobilier et d'un M2 en contentieux public de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il exerce à titre individuel après 10 années chez Lacourte Raquin Tatar. Ses domaines d'expertise sont l'urbanisme, l'aménagement, la domanialité publique, la commande publique, ou les opérations immobilières des personnes publiques. Ancien chargé d'enseignement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en droit administratif et en droit des services publics.